

Conséquences collatérales : Comment la détention provisoire freine le développement socio-économique

LA PRATIQUE EXCESSIVE ET ARBITRAIRE de la détention provisoire mine le développement économique—et elle est particulièrement nocive pour les pauvres. La détention provisoire affecte de manière disproportionnée les personnes et les familles vivant dans la pauvreté : elles ont plus de risques d'être confrontées au système judiciaire, de se retrouver détenues en attente d'un jugement et moins de possibilités de payer une caution ou des pots-de-vin. Pour les personnes, le recours excessif à la détention provisoire se traduit par la perte de revenus et une difficulté accrue pour retrouver un emploi. Pour leurs familles, cela veut dire privations et baisse du niveau d'éducation ; pour l'état, ce sont des dépenses supplémentaires, donc une baisse de ressources pour les programmes sociaux.

Revenus

Les personnes en détention provisoire ne peuvent ni travailler ni gagner de l'argent et perdent souvent leur emploi. Si la période de rétention s'allonge, le potentiel de gains futurs est tout aussi incertain. Ceux qui travaillent en indépendants — courant parmi les personnes insérées dans l'économie parallèle des pays en développement — risquent la faillite, le vol de leurs marchandises, la perte des semences ou des récoltes ou encore de leur espace réservé au marché local.

Au Mexique, une étude indépendante a estimé le montant des revenus perdus, suite à leur détention, pour des personnes ayant un emploi au moment de leur arrestation : 1.3 billions de pesos (soit à peu près 100 millions \$) en 2006.¹ En Angleterre et au Pays de Galles, la moitié des hommes et les deux tiers des femmes ayant un emploi au moment de leur arrestation, l'ont perdu suite à la détention. Et seulement 18% des hommes et 11% des femmes s'attendaient à retrouver du travail après leur libération.²

L'EFFET « BOULE DE NEIGE » :

L'impact de la Détention sur une Famille

Un camionneur de 29 ans vivait avec sa femme, son beau-père retraité et son fils de 8 ans dans un logement social en Angleterre. Arrêté pour cambriolage, il s'est retrouvé en détention provisoire, la police ayant refusé sa libération sous caution. Quand le jugement de son affaire fut programmé, la police retira son objection et la caution fut acceptée. Après presque 4 semaines de détention provisoire, le prévenu a découvert qu'il avait perdu son emploi et que le loyer de la maison où il avait vécu pendant 7 ans n'avait pas pu être payé. Toute la famille fut expulsée. Le stress de l'expulsion a provoqué une dépression nerveuse chez l'épouse du prévenu et tellement perturbé leur fils qu'il a dû suivre un traitement psychiatrique. Le prévenu a rencontré des difficultés pour trouver du travail et n'a pu obtenir d'indemnités de chômage parce qu'il était en attente de son procès et qu'il n'était pas, selon l'agence locale pour l'emploi, en capacité de travailler. Quatre mois après son arrestation, le prévenu fut jugé et acquitté.

des pots-de-vin pour corrompre les officiers de police et autres dépenses. Lorsque la personne porteuse de revenus est détenue, les membres de la famille doivent non seulement en supporter la perte mais aussi trouver le financement nécessaire pour soutenir ce parent détenu, ce qui comprend les voyages pour lui rendre visite, l'apport de nourriture et d'effets personnels et souvent, des petites sommes pour graisser la patte des gardiens. L'impact est sévère dans les pays pauvres en développement, où l'état ne fournit pas d'aide financière aux indigents et où il n'est pas inhabituel qu'un seul soutien de famille soit en charge d'une très vaste fratrie.

Education

Beaucoup de détenus provisoires sont de jeunes adultes. Et pour certains d'entre eux, la détention entraîne une interruption des études. De plus, l'éducation des enfants est souvent perturbée lorsque les parents sont en rétention. Ces enfants sont contraints de jouer un nouveau rôle, celui de la prise en charge du soutien domestique, émotionnel et financier des autres membres de la famille. Selon un rapport, ces enfants « peuvent être obligés de déménager dans un autre quartier, un nouveau domicile ou une nouvelle école suite à l'emprisonnement. »³ Une étude des ouvrages consacrés aux enfants dont les mères sont en détention montre que « les vies de ces enfants sont gravement perturbées...avec pour résultat un accroissement des taux d'abandon scolaire et du passage à des activités criminelles. »⁴ Une étude sur les enfants de mères détenues montre une « une tendance accrue à devenir NEET. »⁵ * Dans les pays en développement particulièrement, les enfants sont couramment contraints d'abandonner l'école pour travailler afin de pallier les pertes de revenus des adultes détenus.

Emploi

Même dans les systèmes correctionnels où sont proposés des programmes d'enseignement ou de formation, les détenus provisoires en sont exclus car considérés comme en transit. Le désœuvrement forcé en provisoire génère une baisse de l'estime de soi et une perte des compétences. A quoi il faut ajouter la stigmatisation sociale attachée à la détention. On voit clairement pourquoi les détenus éprouvent tant de difficultés pour se réinsérer dans le travail après leur libération.

L'emploi et le revenu perdus résultant de la détention provisoire excessive affectent non seulement les détenus mais aussi leurs familles. Outre la perte de ressources, ces familles sont confrontées aux charges légales, aux coûts

* note du traducteur : Not in Education, Employment or Training, c'est à dire : Ni à l'Ecole, ni au Travail, ni en Apprentissage.

L'interruption de la scolarisation, le manque de programmes de formation, la stigmatisation associée à la détention, plus la perte du travail, tout conspire à perturber et à briser les projets professionnels des personnes en détention provisoire. Et dans bien des cas, ceux de leurs enfants. Même si cette détention ne dure que quelques semaines, l'impact peut se faire sentir sur deux générations.

L'EFFET « BOULE DE NEIGE » :

Impact de la Détention sur une Communauté

Quand le chef de famille d'une maisonnée au Malawi fut arrêté et placé en détention, sa famille fut obligée de vendre leur machine à moudre le maïs pour avoir de l'argent afin de régler les taxes légales, la caution et les pots-de-vin pour le faire sortir. La machine à moudre rapportait des revenus réguliers au ménage et sa vente a entraîné un manque d'argent pour engager un ouvrier ou acheter des graines pour le champ de betteraves. La production de betteraves cessa et le revenu fut perdu. Le nouveau propriétaire de la machine partit s'installer dans un lieu éloigné. Désormais la communauté n'a plus de machine et les femmes ont recommencé à pilonner le maïs à la main, ce qui alourdit leur charge de travail et diminue leur productivité.

Investir dans le Développement

La détention provisoire excessive - en particulier pour les personnes soupçonnées de délits mineurs sans violence - est coûteuse et elle réduit les capacités d'investissement des états dans des projets socio-économiques. Dans les pays pauvres, où la balance budgétaire nationale est rarement en équilibre et où la part de l'état pour répondre aux besoins de base de tous les citoyens est inadéquate, les dépenses occasionnées par la détention provisoire représentent un coût affligeant. Chaque centime des revenus de l'état dépensé pour la détention conduit potentiellement à un manque d'argent pour des services cruciaux : la santé, le logement et l'éducation.

Le véritable impact de la détention provisoire sur le développement est souvent méconnu. Les états se contentent généralement de compter les coûts directs d'hébergement et de nourriture des détenus et négligent les coûts indirects : perte de productivité, réduction des revenus de l'imposition des détenus qui auraient pu continuer à travailler s'ils avaient été libérés avant leur jugement. En outre, une étude de Justice Initiative à Mexico a

montré qu'il est plus onéreux d'enquêter sur l'affaire d'une personne en détention provisoire que si cette dernière a été remis en liberté : les affaires concernant les personnes en détention doivent être expéditives et requièrent régulièrement un plus grand nombre d'audiences que pour les prévenus qui ne sont pas détenus—tout cela aux frais de l'état.⁶

Des Conséquences se Renforçant Mutuellement

Les différents facteurs qui affaiblissent le développement socio-économique de par la détention provisoire ne sont pas mutuellement exclusifs mais ils se chevauchent et se renforcent les uns les autres. Ainsi, la rétention de groupes importants de personnes n'est pas seulement onéreuse pour l'état (et en conséquence, le contribuable) mais elle a des répercussions négatives financières et sociales pour détenus, leurs familles et la société dans son ensemble. Réduire l'usage excessif de la détention provisoire peut dynamiser le développement socio-économique au niveau de la famille et de la communauté, en particulier dans les pays en développement, où la différence entre une existence stable et la survie est souvent ténue.

Recommandations

- > La détention provisoire ne devrait être utilisée que dans les cas où aucune autre alternative raisonnable ne peut répondre aux risques de fuite ou de danger pour la communauté. Les états serviraient mieux leurs citoyens en dépensant moins pour enfermer les personnes présumées innocentes et en consacrant plus de ressources aux services sociaux.
- > L'usage d'une caution monétaire est à éviter. Les personnes pauvres n'ont pas d'argent disponible à déposer au tribunal. Plutôt que la caution, les tribunaux devraient utiliser le principe de la garantie sur parole (engagement du prévenu d'assister aux audiences et de se présenter au tribunal) ou la liberté conditionnelle (le prévenu peut rester en liberté jusqu'à son procès à condition de se présenter régulièrement à la police).
- > Si la caution monétaire est utilisée, celle-ci doit être proportionnelle aux revenus déclarés de la personne et selon ses moyens.
- > Les personnes détenues doivent recevoir gratuitement des autorités pénitentiaires les fournitures de première nécessité - nourriture, vêtements, nécessaire de toilette et médicaments.
- > Dans la limite du possible, les détenus doivent pouvoir se porter volontaires (mais pas sous la contrainte) pour participer à des travaux contre rémunération, ainsi qu'être en droit de bénéficier de formations et programmes éducatifs.

Ceci est un résumé du rapport à venir : « **Pretrial Detention and Socio-economic Development** » qui sera publié par Open Society Justice Initiative en 2011.

1. Guillermo Zepeda, *Costly Confinement: The Direct and Indirect Costs of Pretrial Detention in Mexico* (English-language summary), Open Society Justice Initiative, October 2009.
2. *Unjust Deserts: A Thematic Review by HM Chief Inspector of Prisons of the Treatment and Conditions for Unsentenced Prisoners in England and Wales*, HM Inspectorate of Prisons for England and Wales, 2000.
3. Oliver Robertson, *The impact of parental imprisonment on children*, Quaker United Nations Office, 2007, p. 7.

4. Barbara J. Myers, Tina M. Smarsh, Kristine Amlund-Hagen and Suzanne Kennon, "Children of Incarcerated Mothers," *Journal of Child and Family Studies*, Vol. 8(1), 1999, p. 11.
5. New Economics Foundation, *Unlocking value: How we all benefit from investing in alternatives to prison for women offenders*, London, 2008.
6. Zepeda, op cit.